

Forum économique mondial

Ali Bongo Ondimba au sommet de Davos !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Depuis hier, le chef de l'Etat séjourne dans la ville suisse où il prend part, à partir d'aujourd'hui, à la 46e édition de ce rendez-vous annuel des décideurs économiques et politiques du monde. Placée sous le thème, «Maîtriser la quatrième révolution industrielle, celle du numérique», il sera également question des échanges sur les mutations que connaît l'Afrique depuis quelques années.

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, est arrivé, hier, à Davos en Suisse où il participe, à par-

tir d'aujourd'hui, au 46e Forum économique mondial qui a pour thème «Maîtriser la quatrième révolution industrielle, celle du numérique».

Avec d'autres leaders mondiaux, le numéro un gabonais devra évoquer les mutations que connaît le continent africain depuis son entrée dans l'ère de la quatrième révolution industrielle. Tout comme, ce sera l'occasion pour faire état des avancées enregistrées par le Gabon en matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Non sans indiquer que, depuis 2009, le pays est engagé dans une politique de diversification de son économie en mettant l'accent sur les trois piliers, "Gabon vert",

"Gabon industriel", et "Gabon des services".

Le Forum économique mondial de Davos est un rendez-vous planétaire annuel de premier plan. Il rassemble, chaque année, des leaders économiques et politiques mondiaux dont l'ambition est «d'améliorer l'état du monde», au travers de tables-rondes, de conférences et d'ateliers, qui laissent une grande place aux échanges informels entre les participants.

Cette année, à travers la thématique, la 46e édition permettra d'amorcer une réflexion sur l'entrée inéluctable du monde dans une nouvelle ère, ouverte par cette révolution afin de développer des mécanismes de résiliences économique, politique et

sociale. Plus de 2500 personnes sont présentes pour participer et débattre des grands sujets.

Plusieurs chefs d'Etat africains, outre Ali Bongo Ondimba, sont attendus à ces assises. Il s'agit notamment de Jacob Zuma, Paul Kagamé, Ibrahim Boubacar Keïta, Alpha Condé... L'Afrique qui doit combler le gap face aux pays développés, sera au centre des questions sécuritaires et environnementales. Ce d'autant plus que, grâce au développement des programmes informatiques et la diffusion de l'internet, la troisième révolution industrielle a généré une réduction substantielle des difficultés liées au travail et une circulation rapide de l'information.

Le Gabon est, lui aussi, ré-



Le président Ali Bongo Ondimba à son arrivée à Zurich, accueilli par les diplomates gabonais.

solument déterminé à être au rendez-vous de la quatrième révolution industrielle. Pour y parvenir, un schéma directeur national des infrastructures qui planifie la réalisation des équipements collectifs, a été mis en place par les pouvoirs publics.

Gabon-France/Rencontre Ali Bongo Ondimba-Manuel Valls

L'incident diplomatique désormais clos

L-J. N
Zurich/Suisse

Peu après son arrivée à Zurich (Suisse), hier, le président de la République a échangé avec le Premier ministre français. Occasion pour les deux personnalités de dissiper les malentendus issus des récentes déclarations, pour le moins maladroitement, du locataire de Matignon sur la Présidentielle de 2009 au Gabon. La page est désormais tournée, conformément à la volonté d'apaisement prônée lundi par Paris.

EN séjour en Suisse depuis hier, où il doit prendre part au 46e Forum économique

mondial de Davos, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba a échangé, en tête-à-tête, avec le Premier ministre français, Manuel Valls, et à la demande de ce dernier, peu après son arrivée à Zurich. Occasion pour l'homme politique français de revenir sur ses propos relatifs à la Présidentielle anticipée de 2009 au Gabon ; sa pensée a été interprétée comme acquiesçant les critiques de l'humoriste français présent également sur le plateau de "France 2". Ce qui selon Valls n'était absolument pas le cas. Les deux hommes ont également évoqué d'autres questions relatives à la coopération entre le Gabon et la France. Cette rencontre a donc permis de dissiper tous les

malentendus issus des déclarations du locataire de Matignon. Lesquelles avaient fini par jeter un coup de froid sur les relations bilatérales entre Libreville et Paris. Le Gabon ayant même rappelé son ambassadeur pour consultation...

La réaction des autorités gabonaises avait conduit le gouvernement français à jouer la carte de l'apaisement. Lundi déjà, l'ambassadeur Haut représentant du Gabon en France, Germain Ngoyo Moussavou, avait été reçu à Matignon par le conseiller diplomatique du Premier ministre, Stéphane Romatet, et son Chargé de missions, Ibrahim Diawadoh N'Jim. Occasion pour l'Hexagone de déminer la crise et d'appe-

ler à "l'apaisement".

Au cours des échanges avec le diplomate gabonais, les collaborateurs de Manuel Valls avaient estimé qu'il n'y avait pas "d'affaire franco-gabonaise". Tout comme ils avaient exprimé le souhait de leur chef de ne pas voir s'installer une tension entre Libreville et Paris. "Car, avaient-ils ajouté, il n'y a jamais eu d'ambiguïté dans l'élection du président Ali Bongo Ondimba en 2009, le scrutin ayant été sous la surveillance des observateurs internationaux". L'entretien entre Ali Bongo Ondimba et Manuel Valls, hier, a donc été l'occasion pour le second de réitérer cette position. Histoire de clore l'incident diplomatique provoqué par ses dé-



Une phase du tête-à-tête entre Ali Bongo Ondimba et Manuel Valls hier à Zurich.

clarations, et de tourner la page. Le Gabon ayant un intérêt pour la France, comme l'a d'ailleurs réaffirmé M. Valls. Les deux hommes se sont accordés sur la nécessité de se tourner vers l'avenir, conformément à l'esprit de la Cop 21, et par rapport à d'autres sujets relatifs à la coopération franco-gabonaise.

Vie des partis/PSD/Au lendemain de la démission de Vincent Moulengui Boukossou

"Il n'a jamais rien apporté au parti"

J-C. A
Libreville/Gabon

A la faveur d'un point de presse tenu récemment à sa résidence du Bas-de-Guegue (Libreville), le président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou qu'entouraient plusieurs cadres de sa formation politique a réagi à la démission de son ancien vice-président qui a désormais rejoint les soutiens de Jean Ping, dans la perspective de la prochaine Présidentielle.

LE président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, a récemment donné un point de presse. Au cours de cette rencontre avec les hommes et

femmes des médias, le maire de Mouila a abordé plusieurs sujets d'actualité, y compris ceux qui concernent directement sa formation politique, un parti de l'opposition. C'est dans cette logique qu'il a commenté la démission, quelques jours plus tôt, de son vice-président Vincent Moulengui Boukossou, par ailleurs conseiller municipal de Lébamba. Ce dernier a rejoint les soutiens de l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UE), Jean Ping. Réagissant donc au départ de Moulengui Boukossou, Pierre-Claver Maganga Moussavou a déclaré que ce dernier «n'a jamais rien apporté au parti», pendant que le PSD se démenait pour le faire exister politiquement depuis son départ du RPG. Ainsi, les charges inhérentes à ses

campagnes électorales à Lébamba étaient supportées par le parti. Pire, d'après le maire de Mouila, Moulengui Boukossou est «au bout du rouleau» et tente de se relancer en comptant sur Jean Ping "qui agite son portefeuille pour attirer tous les opportunistes en manque d'argent et d'initiative".

Aussi, se dit-il convaincu que Moulengui Boukossou, après avoir quitté le RPG hier, le PSD aujourd'hui, fera de même avec Ping dans un proche avenir. Sans exclure, toutefois que l'homme fasse un comeback en revenant un jour au PSD, notamment lorsqu'il estimera que le PSD peut de nouveau lui être plus rentable que Ping. En somme, Moulengui Boukossou offre ses services au plus offrant ! D'ailleurs, affirme le maire de



Mouila, "le démissionnaire n'a pas d'avenir politique avec Ping".

Lors des Locales de 2013, poursuit Maganga Moussavou, Moulengui Boukossou n'avait pas eu la sagesse d'esprit de battre campagne avec la totalité des fonds alloués par le parti, préférant garder l'essentiel

Pour Pierre-Claver Maganga Moussavou, la démission de Moulengui Boukossou est plutôt économique.

pour lui-même. Résultat, il n'obtint que deux élus, alors qu'il pouvait faire mieux, s'il avait fait preuve de moins d'avarice. En outre, assure-t-il, le cadre démissionnaire n'avait jamais versé de cotisation, alors que le parti l'aidait jusque dans sa vie personnelle.

Selon lui, sa démission a donc une connotation économique. Aussi lui conseille-t-il de «partir sans faire trop de bruit». Au risque de prendre une tarte.

Lors de l'officialisation de sa démission du PSD, Vincent Moulengui Boukossou avait souligné que sa conscience lui commandait de se démarquer des positions actuelles du leader du PSD au sujet de l'élection présidentielle de 2016. Tout comme il avait déclaré : "Pour des raisons d'éthique politique, pour annihiler aussi toute ambiguïté et pour me permettre d'agir librement, j'ai donc décidé de retirer ma sympathie du Parti social démocrate, de renoncer à tous les avantages y relatifs et d'apporter mon soutien à monsieur Jean Ping, candidat unique du Front".